

# Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 19 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2017 > n° 28 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

## La nouvelle autoroute de l'eau

Un champ captant à Plobsheim et 18 km de canalisations visent à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de l'Eurométropole.

# Le mystère du Diamant d'or

Les amateurs de musique underground murmurent parfois le nom d'une salle confidentielle, perdue dans une zone industrielle de la Meinau. Un lieu qui cultive le secret et la culture punk.



Victor Guillaud-Lucet / Cuej

**P**sst, tu connais le Diamant d'or ? Y'a une soirée bientôt, je t'emmène, si tu veux ! » C'est généralement de cette façon qu'on découvre la salle de concert la plus indépendante de Strasbourg. Pour s'y rendre, pas question de taper une adresse sur Google Maps ou de demander aux habitants de la Meinau ; les indications pour trouver les deux édifices qui forment la salle de spectacle alternative sont maigres et précieuses. « C'est aussi ça qui participe à l'esprit du lieu », explique Caro, 25 ans. Elle est membre de l'association du Diamant d'or qui tient l'endroit. « La salle n'est pas dans l'hyper centre et on ne donne pas d'adresse précise ; si quelqu'un veut venir, il faut qu'il soit véritablement motivé. »

Engoncés entre deux usines, les deux bâtiments de briques, aux allures de vieux entrepôts, sont difficiles à trouver. L'un d'entre eux peut accueillir une centaine de spectateurs pour les concerts, l'autre est dédié aux ateliers d'artistes.

**Une musique à un prix abordable et un esprit punk libertaire : des éléments qui participent au succès du Diamant d'or.**

## 5000

personnes ont adhéré à l'association du Diamant d'or ces trois dernières années

Dans le prolongement des bâtiments, des hautes herbes forment un jardin où les convives se retrouvent avant le début des festivités, pour manger un morceau.

Cette gemme dorée est un « club privé », qui n'accueille que les membres de l'association ; les spectateurs y adhèrent lors de leur première visite, pendant laquelle leur est remise une carte de membre.

Le Diamant a accueilli 5000 personnes sur les trois dernières années, et compterait 300 à 400 membres réguliers. Il diffuse une musique pas chère et un esprit punk libertaire ; les recettes engrangées ne servent qu'à défrayer les artistes et payer le loyer de la salle.

### Seveso mon amour

« Au début, on cherchait surtout des salles de répétitions pas chères, explique Crust, membre de l'association. On a commencé par louer un de ces bâtiments et à y jouer régulièrement. » Et quand en 2015, les autres bâtisses

se libèrent, l'association saute sur l'occasion. Elle appelle le propriétaire, qui met à sa disposition les locaux du Diamant d'or tels qu'on les connaît (ou pas) aujourd'hui. « On a aucun problème avec lui, il est même plutôt content de réussir à louer les lieux », complète Crust.

Les deux bâtiments se trouvent en effet dans une zone Seveso, une directive européenne qui tient son nom de la catastrophe industrielle survenue dans cette ville italienne en 1976. Concrètement, le secteur n'incite pas les investisseurs immobiliers à construire des habitations, puisqu'en cas de danger lié à l'usine alentour, les habitants peuvent se voir exproprier. Mais c'est justement ça qui rassure le collectif : « C'est Seveso qui nous permet d'éviter la gentrification du quartier », croit savoir Crust.

### Du Krautrock au Garage

Sur la scène du Diamant d'or se produisent des groupes locaux, peu connus, mais aussi des artistes plus en vogue, à l'instar du Villejuif Underground. L'idée est de « mettre l'accent sur les genres et groupes sous-représentés dans les circuits habituels », indique le site internet. Le Diamant d'or accueillait ainsi le 24 mai l'Américain Joey Molinaro, le groupe écossais Outblinker et les Lyonnais de Monotrophy.

Et comme promis les genres de musique sont très spécifiques : de l'Acoustic Grind Violin à l'Electro Krautrock, en passant par le Garage. L'atmosphère musicale est très saturée, à grand renfort de baffles Hiwatt, posées sur des caisses de bières ; l'ingénieur du son doit repositionner régulièrement le micro de la grosse caisse, qui tient à l'aide d'agglos ; les musiciens grattent leurs cordes au milieu du public.

Les artistes peuvent se permettre de monter encore le volume. Ils ne gênent personne.

**Victor Guillaud-Lucet**

# Nouvelles perspectives pour la place de Haguenau

*La rénovation des bâtiments emblématiques de cette entrée de ville a débuté. Les habitants espèrent que cette réhabilitation changera l'image du quartier.*

**A**u revoir la « verrue », bonjour la Canopée ! À l'abandon depuis 2006, la friche de l'ancienne Maison du bâtiment, place de Haguenau, a trouvé un reprenneur. La société Edifipierre érigera d'ici à 2020 la Canopée : une résidence étudiante de 14 étages avec un toit à la végétation de type tropical. À quelques mètres de là, en lieu et place des anciens locaux de la Banque populaire, la tour Plein Ciel complètera l'offre d'habitat avec cette fois une partie de logements sociaux et d'appartements vendus aux particuliers à partir de 4300 € le mètre carré. « C'est un immeuble en gradins de type rez-de-chaussée plus 15 étages, explique Jacques Avenel, vice-président du promoteur immobilier Spiral. Sur les 98 logements disponibles, 20 seront proposés en logements sociaux, 18 en logements locatifs intermédiaires et 60 vendus au détail. »

## Un place bruyante et polluée

Au numéro 13 de la place, la clinique Adassa – définitivement fermée après son déménagement fin février 2017 vers la nouvelle clinique Rhéna, dans le quartier du Port du Rhin – a quant à elle été rachetée par Grumbach immobilier. « Le permis de construire est en cours d'élaboration, mais je peux déjà vous confirmer qu'il s'agira d'habitat », commente Alain Grumbach, président de l'agence.

À travers ces projets immobiliers, c'est l'image entière du quartier qui est impactée. « C'est un projet de qualité qui va redynamiser l'ensemble de la place de Haguenau jusqu'à la rue Jacques Kàblé, aujourd'hui vide de logements », affirme Jacques Avenel. Une satisfaction partagée par l'association quartier Halles, place de Haguenau, tribunaux (AQHT) et son président Roland



Robin Dussemme/ CUEJ

Binder, « même s'il est vrai qu'il y a encore quelques dysfonctionnements. »

Parmi eux, le petit parc boisé situé au beau milieu de ce vaste giratoire. Difficile d'accès et dangereux, il est déserté par les familles. « On vient ici uniquement quand on n'a pas le temps d'aller à l'Orangerie », raconte Jean-Baptiste, graphiste de 24 ans, entre deux parties de Mòlkky, les quilles finlandaises. « À cause des voitures, il y a quand même ici une pollution visuelle et sonore permanente », réplique son ami Franck, 25 ans, lui aussi graphiste.

## « Penser aux générations futures »

L'enjeu majeur concerne en effet la circulation automobile. Chaque jour, ce sont près de 160 000 véhicules, dont 10% de poids lourds, qui empruntent l'autoroute A35 à hauteur de Cronembourg, avec pour une part d'entre eux un point de passage place

**■ D'ici à 2020, l'offre immobilière de la place va s'étoffer. La Maison du bâtiment, les anciens locaux de la Banque populaire et la clinique Adassa vont être transformés en logements.**

**20**

millions d'euros. C'est le montant de l'investissement pour réhabiliter la Maison du bâtiment.

de Haguenau. Pour autant, « aucun projet de réaménagement n'est inscrit à l'ordre du jour à ma connaissance », indique Franck Cimbaro, directeur de territoire Gare Kléber Centre. Roland Binder rappelle néanmoins que « l'objectif de la Ville, en concertation avec l'AQHT, est de réduire au maximum l'utilisation de la voiture », afin de favoriser le transport doux : le tram et le vélo. Il faut en outre « penser aux enfants et aux générations futures, et tant pis si les gens rouspètent un peu au début ».

Lors du réaménagement de la rue du Faubourg de Pierre en 2006, une pétition avait été lancée pour protester contre la diminution des voies réservées aux voitures. « À l'époque tout le monde criait au scandale, se souvient le président de l'association de quartier. Et puis finalement, les gens ont fini par s'habituer. »

**Robin Dussemme**

# Pousser les murs des écoles

Face à l'augmentation constante de la population, la Ville compte ouvrir trois nouveaux établissements scolaires et en réaménager d'autres d'ici 2022.



Johan Cherifi / Cujei

**L'école du Hohberg compte actuellement plus de 600 élèves. 10 nouvelles classes sont nécessaires dans le quartier d'ici 2020.**

Pour les 24 511 écoliers strasbourgeois, l'année scolaire s'achève. L'Éducation nationale va consacrer les prochains jours au bilan. A Strasbourg, l'académie va ensuite fixer le nombre et la localisation des ouvertures de classes pour la prochaine rentrée. Car, dans la capitale alsacienne (280 000 habitants), la population est en augmentation constante : plus de 4500 habitants entre 2009 et 2014. Soit, chaque année 300 à 400 écoliers à intégrer. Un rythme qui, selon Françoise Buffet (DVG), adjointe au maire en charge de l'éducation, s'est accéléré ces deux dernières années, conduisant à l'ouverture de 12 à 15 nouvelles classes par an.

Elles sont en principe absorbées par les 114 écoles primaires et maternelles existantes. Mais obligent parfois les établissements concernés à des réaménagements en interne, relève François Schill, délégué du syndicat des instituteurs Sniupp-FSU 67. Exemple, la salle d'étude de l'école de la Niederau a été transformée en salle de classe pour accueillir de nouveaux élèves, indique son directeur. En dernier ressort, la Ville peut mettre en place des constructions en préfabriqué.

Une situation qui n'est pas à l'ordre du jour, mais que les parents redoutent.

## Des investissements importants

La situation se tend en effet dans certains secteurs de Strasbourg. Plus de 600 élèves fréquentent ainsi l'école du Hohberg à Koenigshoffen. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Selon les projections de natalité de la mairie, il faudrait dix nouvelles classes dans ce quartier d'ici 2020. Pour répondre à la demande, la municipalité a fait le choix de rénover cette école et de l'agrandir. Parallèlement, elle en construit une nouvelle plus à l'ouest. Baptisée Jean-Mentelin, elle accueillera 16 classes. Le chantier débutera

par la construction de la cantine du Hohberg l'été prochain. L'extension de l'ancienne école et la nouvelle construction, pour un total de 26 classes, devrait être achevée en 2022. Un investissement conséquent pour la collectivité : 17,2 millions d'euros pour les écoles, 9,5 millions d'euros pour la cantine.

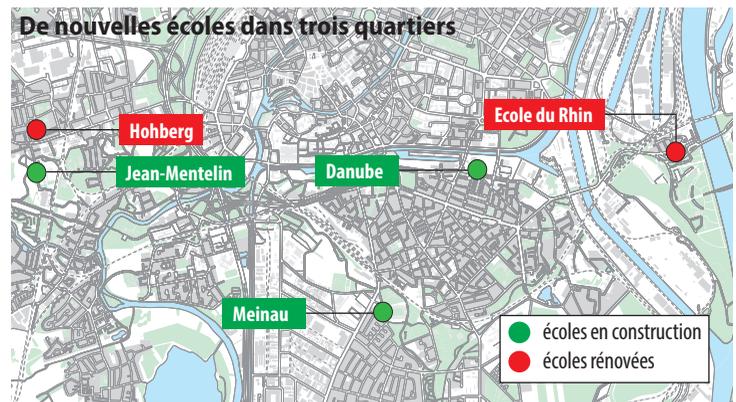
Moins avancé, le projet d'un nouvel établissement scolaire de 14 à 16 classes verra le jour à proximité du stade de la Meinau d'ici 2020 ou 2021. Le budget prévisionnel s'élève à plus de 9 millions d'euros. Il fait partie d'un ensemble de projets immobiliers, destinés à favoriser la mixité sociale du quartier.

Autre secteur en tension, les Deux Rives. Entre la place de l'Etoile et le Rhin, quelque 20 000 nouveaux habitants sont attendus à l'horizon 2030. La municipalité assure avoir anticipé cette hausse de la population. Au Port du Rhin, suite aux engagements pris après les destructions liées au sommet de l'Otan de 2009, la rénovation de l'école a été réalisée en 2013 et plusieurs salles ont été réservées pour ouvrir de nouvelles classes. « La question d'une extension ne se posera pas avant dix ans », selon Françoise Buffet. Dans le nouvel éco-quartier du Danube, une école maternelle doit, elle, ouvrir en 2019. Composée de onze classes, elle devrait accueillir près de 250 élèves.

**Johan Cherifi**

# 18,6

millions d'euros sont alloués à l'éducation et à la petite enfance en 2017, soit 14% du budget d'investissement de la Ville de Strasbourg.





Denis Strelkov / Cuej

## « Ma Voix » dans l'urne

Le collectif avait réussi ses débuts lors de l'élection législative partielle de 2016. Il présentait à nouveau un candidat cette année.

Sur l'affiche, un cadre jaune vif, pas de visage ni de nom de candidat, mais un simulateur de miroir surmonté de la mention : « Qui me représente le mieux ? » Pour les élections législatives de 2017, Ma Voix était de retour dans la 1<sup>ère</sup> circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg centre). Son objectif : faire rentrer à l'Assemblée nationale des députés tirés au sort, chargés de transmettre les votes des Français qui seront enregistrés sur le site internet du mouvement.

Né il y a deux ans à Paris, Ma Voix s'était présenté à l'élection législative partielle de Strasbourg, en 2016. C'était sa toute première candidature. Avec un ancien libraire au RSA comme candidat, Daniel Gerber, le mouvement avait alors recueilli 4,25 % des voix. Un succès qu'il espérait confirmer en 2017. Sylvain Wasserman (LREM) y voit, d'un œil plutôt bienveillant, une « analogie d'intention » avec le mouvement d'Emmanuel Macron et se dit « très favorable aux expérimentations qui permettent la réappropriation de la politique par les citoyens ».

La 1<sup>ère</sup> circonscription est la seule de la région où Ma Voix était présente. Cette année, c'est Agnès Lopez qui a été désignée pour figurer sur les

bulletins strasbourgeois. Le fait qu'elle n'habite pas la région est un choix volontaire du mouvement, qui souhaite ainsi éviter le clientélisme.

### « Nous ne sommes que des messagers »

Une démarche loin d'être partagée par Hülliya Turan (PCF) qui s'est présentée dans la même circonscription que Ma Voix. A ses yeux, « un candidat ancré dans sa circonscription, c'est important. Tous les politiques ne sont pas pourris ». « Le métier parlementaire est un job qui demande des connaissances de terrain et de l'expérience », réagit pour sa part Andréa Didelot qui a défendu les couleurs du FN. « Et c'est une idée folle de tirer les candidats au sort », ajoute-t-il.

Ma Voix a en effet procédé à un tirage au sort national, le 6 mai dernier, pour désigner les mandatés dans les 43 circonscriptions briguées par le mouvement, parmi 500 volontaires et de manière strictement paritaire.

A cette occasion, quatre Alsaciens ont vu leur nom sortir de l'urne et sont devenus candidats ou suppléants hors de leur région. Ces derniers sont assez réticents à s'exprimer dans les médias. Non par hostilité, mais Ma Voix est radicalement opposé à la

Le collectif manque parfois de militants pour coller les affiches ou faire du porte-à-porte.

### 3000 €

Le budget (financé par des dons) prévu pour la campagne strasbourgeoise des élections législatives 2017.

### 20 €

Le prix de chacune des affiches-miroir.

personnalisation. Pour le mouvement, c'est le collectif qui importe. Philippe Pérot, Strasbourgeois que le tirage a désigné suppléant dans la 5<sup>e</sup> circonscription parisienne, l'affirme : « Nous ne sommes que des messagers. A la fin, c'est chaque citoyen qui se présente. » Il n'a participé aux actions du mouvement qu'à Strasbourg. Dans sa circonscription parisienne, la campagne a été menée par ses camarades.

### Référendum permanent

Avant les élections, les réunions publiques attiraient en moyenne une vingtaine de personnes, mais, sur le terrain, les « porte-voix » ont ressenti le manque de structuration du mouvement. Des collages d'affiches et des porte-à-porte ont été annulés par manque de militants. C'est toutefois sur internet que se situe le cœur de son action. A défaut d'exploser le compteur de likes sur Facebook, le site de Ma Voix comporte de nombreux forums, sur lesquels les militants se sont organisés tout au long de la campagne, de la formation des candidats aux astuces pour coller les affiches.

C'est également là qu'ils souhaitent faire voter par les citoyens les textes de loi examinés au Palais-Bourbon. L'idée ? En cas de l'élection de députés « Ma Voix », ceux-ci devraient appliquer le résultat du vote sur internet. « S'il y a dix députés et que, sur notre plate-forme, les Français votent à 60% pour un texte de loi, 30% contre et 10% s'abstiennent, 6 députés voteront pour, 3 contre et un s'abstiendra », illustre Lionel, militant strasbourgeois.

Un référendum permanent en quelque sorte, qui pose néanmoins question en matière de sécurité informatique et de garantie de l'authenticité des votes. Cette façon de procéder fait tiquer Hülliya Turan qui rappelle que « sur internet, ce sont surtout les gens aux idées bien arrêtées qui se prononcent. Les hésitants ne vont pas forcément participer ».

Nonobstant le résultat des législatives, le mouvement ne va pas s'arrêter là. Ma Voix compte bien se faire entendre lors des prochains scrutins.

**Maxime Bazile**  
**Pierre-Olivier Chaput**  
**Denis Strelkov**



Philippe Perrin / DR

# Un petit oiseau bleu à l'école

*Twitter dès le primaire. Dans le quartier des Poteries, l'école Gustave-Stoskopf compose avec les parents et les programmes pour initier ses élèves au microblogging éducatif.*

**À** l'école élémentaire Gustave-Stoskopf des Poteries, l'oiseau de Twitter fait son nid dans la classe de CM2 de Gilles Roisin-Firtina depuis 2014. Les 26 élèves âgés de 10 ans tentent de l'appivoiser à l'aide de vieux smartphones et tablettes d'occasion. Loin d'être l'apanage des journalistes, des sportifs et hommes politiques, le réseau social de micro-blogging, qui diffuse des messages contenant 140 caractères au maximum, est ici utilisé à des fins pédagogiques.

Un outil récent qui inspire de nouveaux exercices scolaires, notamment la Twictée. Cette dictée met en relation deux classes possédant chacune un compte Twitter. Pour Jebril, l'un des élèves de CM2, l'intérêt est « d'apprendre aux autres à mieux écrire et à lire ». L'exercice contient des difficultés grammaticales et orthographiques détectées par les professeurs des classes concernées. L'une des classes propose un texte, dicté par l'instituteur à la classe réceptrice. Celle-ci devra la tweeter avec le moins de fautes possibles. Une fois le tweet et les balises ajoutées, la classe initiatrice apporte des corrections si nécessaire. À l'école Stoskopf, une Twictée occupe une demi-journée de travail, une fois par mois.

## Éveiller une conscience numérique

Pascal Schaffhauser, chargé de mission au numérique pour le premier degré dans l'académie de Strasbourg, considère que la Twictée a étendu les perspectives d'utilisation du réseau social dans les salles de classe. Des devinettes en anglais, des haïkus (poèmes japonais), des exercices de géométrie ou même des parties d'échecs complètent les séances de dictée. Le réseau Canopé, éditeur des ressources pédagogiques pour la communauté éducative, énumère les nombreux avantages de Twitter : le fait d'écrire pour être

■ **Les enfants sont formés aussi bien à l'utilisation du réseau social qu'aux autres problématiques d'internet, comme le respect de la vie privée et la protection des données personnelles.**

lu, la motivation et l'implication plus importante des élèves ou l'ouverture d'esprit. A Stoskopf, les CM2 correspondent ainsi cette année avec certaines des 300 twittclasses de France et d'autres en Irlande, en Norvège et au Japon.

Sur le compte créé au nom de la classe, les élèves respectent les principes d'une charte coproduite à chaque rentrée scolaire avec le professeur. Les fondamentaux ne changent pas, seules certaines options peuvent être modifiées (interlocuteurs reliés au compte, confidentialité ou publicité du compte). « Nous rendons les élèves acteurs et citoyens », assure Pascal Schaffhauser. Les enfants apprennent également le vocabulaire du réseau social (hashtag, followers).

## Indure les parents

Au-delà de Twitter, c'est une attention portée au comportement de cette génération Z sur internet qui est abordée. « Nous évoquons avec les enfants différentes problématiques : le respect de la vie privée, les données personnelles, le droit à l'image, la propriété intellectuelle », énumère Gilles Roisin-Firtina, l'instituteur. Respecter les droits d'auteur, faire attention aux informations personnelles mises en ligne figurent parmi les leçons. Cette éducation est d'autant plus importante que beaucoup des élèves disposent d'un compte sur le réseau social Facebook, même sans avoir l'âge légal requis (13 ans).

La création d'une twittclassse requiert le consentement des parents, un public plus difficile à convaincre que leur progéniture. « Ceux qui sont inquiets ne connaissent pas Twitter et ont peur de se faire déborder par des outils qu'ils ne maîtrisent pas eux-mêmes », reconnaît Thierry Loth, président de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement

## 2014

Ouverture de la twittclassse à l'école élémentaire Gustave-Stoskopf.

public en Alsace (Apepa). Lors de la réunion d'information en début d'année scolaire, Gilles Roisin-Firtina met en avant l'intérêt pédagogique de Twitter. Certains parents tiquent sur le respect de la vie privée des écoliers sur la toile. « *Aucune identification n'est possible sur notre compte. On fait en sorte qu'un enfant ne soit pas reconnaissable ni localisé* », répond Gilles Roisin-Firtina.

Rassurer la famille, c'est aussi les associer à la vie de la classe. À l'occasion des sorties scolaires, les élèves n'hésitent pas à s'emparer du téléphone de leur professeur pour informer leurs 98 followers, dont les parents. Exemple, en février, lors de leur excursion au musée Electropolis de Mulhouse où ils ont tweeté : « *En pleine expérience : et si on faisait traverser des milliers de volts dans notre corps ?* », agrémenté des photos d'enfants attentifs. Une pratique qui participe à contrer les éventuelles réticences. « *Nous faisons entrer les parents dans la vie de l'école* », résume le professeur.

### « Le clavier ne remplace pas le stylo »

Certains estiment cependant que tweeter à l'école élémentaire est prématuré. Xavier Schneider, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques dans le Bas-Rhin (FCPE), craint qu'on ne mette « *la charrue avant les bœufs. Sur le principe, éveiller les enfants au numérique et leur donner une éducation aux réseaux sociaux, c'est bien. Ils vivent de plus en plus avec des écrans. Mais on peut leur montrer autre chose* ». Autre critique récurrente : la réduction de la pensée à 140 caractères. « *Pour pouvoir bien agréger les mots, les phrases sans perte de sens, il faut au préalable une bonne maîtrise de la langue et savoir synthétiser ses idées. Utiliser Twitter ne doit pas être fait au détriment d'autres fondamentaux comme la lecture, l'écriture, les langues ou la découverte* », poursuit le représentant des parents.

« *Le clavier ne remplace pas le stylo*, réagit Pascal Schaffhauser. *Cela ne se fait pas aux dépens des classiques, c'est complémentaire de la pédagogie traditionnelle. Les gens ont souvent peur de la nouveauté.* » Gilles Roisin-Firtina rejette aussi la critique : « *Au contraire, il faut être capable de synthétiser sa pensée. 140 caractères bien écrits dans un français correct, cela relève des capacités que les enfants doivent développer.* »

Pour l'enseignant, le réseau social fait partie de la palette d'outils pédagogiques à sa disposition. « *On ne se sert pas de Twitter pour l'expression écrite. Les enfants doivent savoir parler, rédiger. On supprime cette limite de 140 caractères si besoin est. Twitter n'est pas un grand méchant loup.* » Et il reconnaît que le jour où un autre outil se présentera, qui aura plus d'avantages que Twitter, il en changera sans état d'âme.

La motivation des enseignants et l'investissement des écoles dans le matériel numérique (tablettes, tableaux interactifs) sont pour beaucoup dans l'ouverture de twittclasses. D'autres classes de ce genre pourraient éclore. D'autant que la municipalité de Strasbourg, en liaison avec le rectorat, a mis en œuvre un plan numérique, d'un montant de 200 000 euros par an, qui permettra l'équipement des écoles (tablettes, robots, wifi) en fonction des projets pédagogiques proposés pour la rentrée 2017.

**Augustin Campos  
et David Henry**

## 13 ans

L'âge minimum pour créer un compte sur les réseaux sociaux.

## 300

twittclasses sont recensées en France.

## 140

C'est le nombre de caractères maximal pour un tweet.

## « C'est une pauvre femme votre mère »

**Mercredi 24 mai, le tribunal correctionnel de Strasbourg a jugé deux affaires d'abus de faiblesse.**

**U**n certain retard visible rien qu'en le regardant. » Le président du tribunal correctionnel, Jean-Yves Mariller, n'y va pas par quatre chemins. Regard fixe derrière ses lunettes, Michel B. présente un handicap mental. Sa mère, chez qui habite le quarantenaire, se tient à ses côtés. Le visage frêle, l'air accablé. En 2016, son fils a été victime, à de multiples reprises, d'abus de faiblesse. Laura M., une Roumaine de 25 ans, a été condamnée une première fois à dix-huit mois d'emprisonnement, en novembre dernier, pour des faits remontant à septembre 2016. Ce 24 mai, elle comparait libre pour de nouveaux cas présumés d'abus commis contre la même victime, à des dates antérieures.

Chaque jour, Michel B. prend le train à Hohwiller pour se rendre à Strasbourg, où il travaille. Avant de repartir, il ne manque jamais d'acheter un pain au chocolat à la gare. Une salariée de la boulangerie est intriguée par le comportement de Laura M. qu'elle voit tourner autour de son client. La témoin alerte la police. Alors qu'il a pour habitude de n'effectuer aucun retrait, de nombreux passages au distributeur de la gare de Strasbourg sont relevés sur les comptes de Michel B. En tout, la prévenue lui aurait soutiré 2390 euros.

« *Elle a choisi un pigeon avec différentes techniques d'enveloppement, comme un serpent* », dénonce Françoise Toillon, la procureure. « *Il s'est retrouvé dans une spirale infernale, il avait honte d'en parler à sa maman* », abonde Maître Marie Bouchaud, avocate de la victime.

Laura M. a été condamnée à neuf mois d'emprisonnement ferme et plus de 3000 euros de dommages et intérêts. Bénéficiant de la confusion des peines, la jeune femme est ressortie libre du tribunal.

Autre affaire d'abus de faiblesse. Cette fois, c'est la victime qui prend place sur le banc des prévenus. Le 9 décembre dernier, Alexis W, détenu à la prison de l'Elsau, somme sa mère de lui apporter du cannabis. Marie-Josée D. profite du parloir pour lui remettre la drogue, dissimulée dans sa culotte. Les 24,4 grammes de stupéfiants seront confisqués dès la fin de leur entrevue.

« *Elle est assistée, c'est une pauvre femme votre mère* », lance le président au prévenu. « *J'ai honte, j'ai pas pensé aux conséquences* », rétorque timidement Alexis W, visiblement agité. Placée sous tutelle, Marie-Josée D. lève les yeux vers son fils. « *Je ne voulais pas faire ça, il m'a obligée.* » Et lui de l'interrompre : « *Je t'ai pas mis le couteau sous la gorge.* » « *Trop bonne, trop conne* », résume la procureure. L'avocate de la défense, Me Michèle Friggand, renchérit : « *Elle a du mal à lui refuser quoi que ce soit. Il joue sur l'affection.* » Alexis W. a été condamné à 105 heures de travail d'intérêt général. Sa mère a écopé d'un mois d'emprisonnement avec sursis.

**Auberie Perreaut**

# La roulette brute





Le roller derby, c'est comme jouer aux échecs alors qu'on te lance des briques », raconte Baptiste Meyer alias Wasa, membre des Menneles, l'équipe masculine de roller derby de Strasbourg. Une comparaison assez juste pour ce sport sur patins à roulettes, qui allie stratégie et contacts physiques intenses. Cette discipline encore confidentielle voit deux équipes s'affronter sur une piste ovale. Elles sont composées de deux types de joueuses : les bloqueuses et les « jammeuses ». Les premières doivent bloquer les deuxièmes qui tentent de faire le plus grand nombre de tours de pistes sans finir au tapis. Les coups sont autorisés mais réglementés. Le roller derby se revendique comme une activité féministe, qui fait la part belle aux tatouages et aux revendications LGBTI. Plus qu'un sport, le roller derby, « c'est une famille, une culture », explique Anaïs Vix, alias « Fancy Mercury », membre des Hell's Ass Derby Girl. La soixantaine d'adhérents passe la plupart de son temps libre ensemble, réunie par ses combats communs.

**Margaux Tertre et  
Victor Guillaud-Lucet**

# Un chantier qui ne coule p

Dans les tuyaux depuis 20 ans, le champ de captage de Plobsheim est enfin lancé. Il vise à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de l'agglomération.



Romain Colas / Cuej

Les Shadoks seraient fiers. À partir du printemps 2018, les six puits du nouveau champ captant de Plobsheim devraient pomper, pomper, pomper... Les travaux ont démarré en juin 2016, en même temps que 18 kilomètres de canalisation d'un mètre de diamètre commençaient à être enterrés. En tout, 18 mois de travaux pour relier Plobsheim à Strasbourg en passant par Illkirch-Graffenstaden. L'Eurométropole peut se réjouir de superviser l'un des plus gros chantiers de ce type en France.

A chantier titanesque, budget colossal. 60 millions d'euros HT ont été investis dans le projet, dont 35% sont pris en charge par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Pour Béatrice Bulou, vice-présidente de l'Eurométropole en charge de l'eau et de l'assainissement,

■ **A six kilomètres du champ captant, la parcelle agricole d'Olivier Hiss est traversée par la canalisation d'un mètre de diamètre.**

## 18

kilomètres de canalisations sont posés depuis 2016.

ce coût important « ne va pas alourdir la facture des contribuables qui comprend déjà une taxe dédiée aux investissements et à l'entretien du réseau. C'est le principe de l'eau qui paye l'eau. » C'est cette taxe qui assure le financement des 65% restants.

Les grands travaux doivent permettre de soulager le réseau. « Il y a urgence à sécuriser l'alimentation en eau de l'agglomération », justifie Roger Flutsch de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Le réseau de l'Eurométropole dessert douze communes (sur 33), ce qui représente 420 000 habitants. Près de 84% de l'eau potable qu'ils consomment est produite par la station du Polygone, à Strasbourg. En cas de détérioration ou de pollution, le réseau se retrouverait très rapidement à sec. En permanence en flux tendu, l'Eurométropole ne dispose en effet

comme stockage que des 30 000 m<sup>3</sup> d'eau du réservoir d'Oberhausbergen, soit une demi-journée de réserve au maximum. La sécurisation est d'autant plus nécessaire que les quatre stations de pompage existantes (Lingolsheim, Polygone, Oberhausbergen, Robertsau – voir la carte ci-contre) ont toutes été touchées à un moment ou à un autre par la pollution, ce qui réduit leurs capacités.

### L'obstacle de la localisation

Une urgence sécuritaire toute relative. Depuis 1994 et l'adoption du schéma directeur sur l'eau potable, l'Eurométropole veut créer un nouveau champ captant au sud. Jusqu'en 2006, le projet n'avance pas. C'est d'abord la localisation qui pose problème : il faut choisir entre la forêt d'Illkirch et Plobsheim, qui sera

# as de source

finalément retenue. Ensuite, la puissance du site inquiète. Initialement, le projet de l'Eurométropole est de créer un site capable de pomper 6000 m<sup>3</sup> par heure, la même capacité que celui du Polygone. Les maires de Plobsheim, Erstein et Nordhouse émettent de grandes réticences : à une telle puissance, le site, selon eux, pourrait détruire les zones humides alentours.

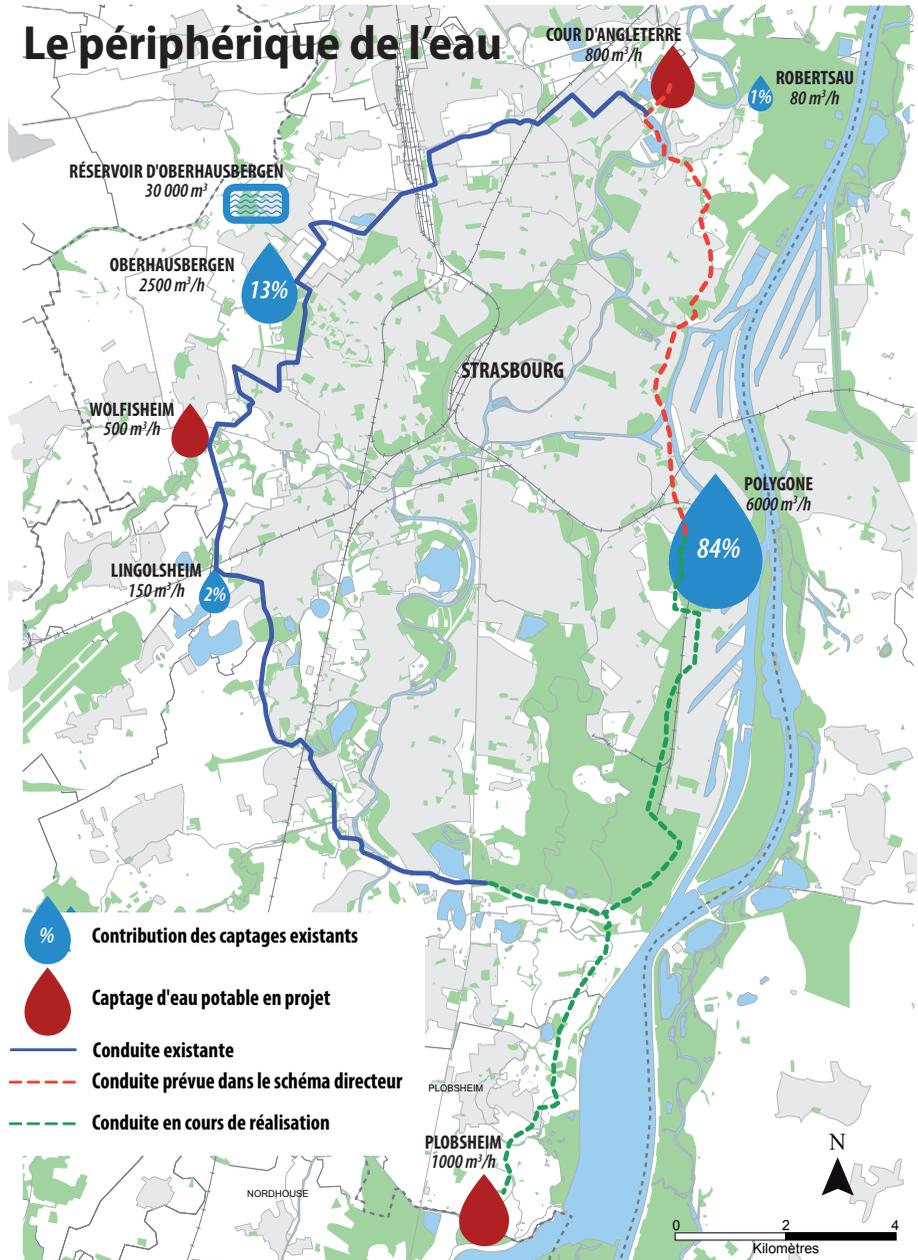
Face à l'opposition des élus et des associations environnementales, le projet est revu à la baisse. « Nous ne pomperons que 1000 m<sup>3</sup> d'eau par heure, alors que le champ a une capacité six fois supérieure. Seul le fonctionnement de secours permettra d'activer un pompage à 6000 m<sup>3</sup> », détaille Roger Flutsch. « Il a été clairement précisé dans l'arrêté préfectoral de 2014 que ce sera un captage de secours », confirme Jean-Marc Weber, responsable de la qualité de l'eau à l'Eurométropole.

## Pressuriser et accélérer le débit

Pourtant, les doutes persistent. Jean-Claude Claverie, vice-président d'Alsace Nature Plobsheim, estime que « l'Eurométropole n'aurait pas investi autant d'argent si elle ne comptait pas utiliser la station de Plobsheim à plein régime ». Jean-Pierre Irlinger, du Conservatoire des sites alsaciens, abonde : « En théorie, Plobsheim est un champ d'appoint mais il a tout de même été calibré pour un débit maximum. Le Polygone n'est pas éternel. Il peut tomber en panne ou subir des pollutions. » Pour ménager ses administrés, l'Eurométropole a proposé une série de mesures afin de limiter les conséquences environnementales du projet (lire page 12).

Dans son schéma directeur de 1994, la collectivité prévoyait également de créer deux nouvelles petites stations, une au nord, à Bischheim, et l'autre à l'ouest, à Wolfisheim et de construire un réseau circulaire (voir carte ci-dessus) pour éviter les baisses de pression d'eau. D'où les dix-huit kilomètres de canalisations permettant le raccordement du champ captant de Plobsheim au réseau existant. « Il n'y a

## Le périphérique de l'eau



pas de château d'eau à Strasbourg qui permettrait de pressuriser et accélérer le débit, seulement un réservoir en hauteur à Oberhausbergen. Le seul moyen de maintenir une pression, c'est d'avoir un captage au sud de l'Eurométropole», explique Jean-Marc Weber.

**60** millions d'euros. C'est le coût hors taxes du projet.

Bien que bénéfique à la majorité des habitants, la nouvelle station de captage ne desservira pas Plobsheim. En effet, la commune, comme vingt autres dans l'agglomération, est pour l'instant alimentée par le Syndicat

des eaux et de l'assainissement d'Alsace Moselle, et non par le réseau de l'Eurométropole. A terme, les choses pourraient toutefois changer. Jean-Marc Weber explique que « la nouvelle station fonctionnera en priorité pour les douze communes du réseau, mais il est clair qu'elle pourra en approvisionner d'autres. Nous avons déjà prévu des conduites d'interconnexion, notamment pour raccorder Eschau et Plobsheim ». Aucune date précise n'est toutefois annoncée pour le moment.

# Coup de pompe sur l'environnement

*Baisse de la nappe phréatique, risque d'assèchement de zones humides...  
Le captage d'eau potable de Plobsheim inquiète les associations écologistes.*



Romain Colias / CUEJ

*Il est légitime de vouloir sécuriser l'approvisionnement en eau potable, mais pas au détriment de la nature.* » A l'image des doutes formulés par Pierre Hiber, président de l'Association nature Ried d'Erstein, le choix du site du nouveau champ captant de Strasbourg ne fait pas l'unanimité. Situés au sud de Plobsheim, en bordure de la forêt de Nordhouse et du polder d'Erstein, ces six puits sont au cœur d'espaces naturels protégés (zone Natura 2000, réserve naturelle nationale).

Les associations de protection de l'environnement craignent que l'abaissement de la nappe phréatique et des eaux souterraines n'assèche ces milieux alluviaux déjà fragilisés par la canalisation du Rhin. Plobsheim a précisément été choisi en raison des milieux naturels environnants préservés. Ces zones humides, dotées de propriétés d'épuration naturelles, garantissent une très bonne qualité des eaux. « C'est un paradoxe, nous avons sélectionné ce site pour la qualité de son eau mais nous risquons de détériorer l'environnement en la pompant », explique Béatrice Bulou, vice-présidente de l'Eurométropole.

Conscients des risques, les services de l'Eurométropole ont commandé une étude d'impact pour évaluer les effets environnementaux potentiels du champ captant. En fonctionnement normal des puits (1030 m<sup>3</sup>/h), la nappe phréatique baisserait de 32 cm en forêt de Nordhouse et le polder d'Erstein perdrait 6 cm d'eau souterraine. En revanche, si le champ captant devait prendre le relais de celui du Polygone (jusqu'à 6000 m<sup>3</sup>/h), les effets sur les niveaux de la nappe seraient plus sensibles : 1,2 mètre dans la forêt de Nordhouse et 30 cm pour le polder d'Erstein.

## « Ces milieux naturels souffrent déjà de leur déconnexion du Rhin »

Les associations écologistes s'inquiètent également du sort de nombreuses espèces végétales et animales présentes sur le site. « *Leau fait vivre la flore et la faune de ces milieux humides. Roselières, vasières, tourbières et populations d'amphibiens pourraient être menacées* », alerte Jean-Pierre Irlinger, du Conservatoire des sites alsaciens. « *Ces milieux naturels souffrent déjà de leur déconnexion du Rhin* », abonde l'écologue Michèle Trémolières,

**■ Une fois par an, le polder d'Erstein est artificiellement inondé pour restaurer sa dynamique de forêt humide. L'abaissement de la nappe pourrait limiter l'effet de ces crues écologiques.**

professeure émérite à l'Université de Strasbourg. « *Ils devraient recevoir plus d'eau, pas moins* ».

## Des mesures compensatoires qui peinent à convaincre

L'Eurométropole a annoncé deux séries de mesures compensatoires, financées par une enveloppe de 7,5 millions d'euros. La première concerne des travaux d'aménagement pour amener plus d'eau dans le polder d'Erstein et le Rhin Tortu. « *Leau du Rhin qui sera détournée vers le polder dépend d'EDF. Comment garantir cet engagement si l'Eurométropole n'en a pas la maîtrise ?* » s'interroge Pierre Hiber.

La seconde série prévoit la création d'une mare écologique de 1200 m<sup>2</sup> dans la forêt de Nordhouse et la réinondation temporaire de la forêt du Neuhoef. Une dernière proposition qui peine à convaincre Michèle Trémolières : « *Cela va nécessiter des travaux très coûteux pour reconnecter la forêt au Rhin avec un faible bénéfice écologique. Il aurait mieux valu ré-inonder celle de Nordhouse car les connexions existent déjà* ».

En plus d'être contestées, les mesures compensatoires ont pris du retard. Initialement prévues avant 2018, elles n'en sont actuellement qu'au stade des études de faisabilité. Jean-Claude Claverie, vice-président d'Alsace Nature, prévient : « *Jusqu'alors, nous n'avons pas voulu aller au contentieux. Mais nous serons extrêmement attentifs à la mise en œuvre de ces mesures* ».

Autre action de l'Eurométropole : la création d'un comité qui pilotera pendant vingt ans le suivi scientifique des milieux naturels. Dès cet été, nappe, réseaux hydrographiques et milieux naturels seront sous la loupe de chercheurs mandatés par cette instance multipartite (scientifiques, associations, élus, agriculteurs, entreprises). « *Vingt ans me semble une durée équilibrée* », reconnaît Michèle Trémolières. Un point d'accord, l'un des rares, dans ce projet débattu de longue date.

**7,5** millions d'euros de mesures compensatoires



Romain Colas / Cuej

**Thierry Grinner est agriculteur. Situées dans le périmètre de protection immédiate, ses parcelles ont fait l'objet d'une expropriation.**

11

Le nombre d'hectares dans le périmètre de protection immédiat.

## Cultiver la qualité de l'eau

*L'usage des produits phytosanitaires autour des futurs puits d'eau potable ne sera pas restreint.*

**L**e glyphosate ? Il pourra être utilisé sur l'ensemble de la zone. » Patrick Rohrbacher, responsable en charge du projet pour la chambre d'agriculture d'Alsace, n'en fait pas mystère. Sur l'aire d'alimentation de captage (AAC) de Plobsheim, l'utilisation de produits phytosanitaires (engrais, pesticides) ne sera soumise à aucune interdiction ou limitation. « Seule compte l'autorisation de mise sur le marché, même si nous demandons aux agriculteurs de limiter l'usage des substances les plus dangereuses à des situations spécifiques, à certains stades de floraison. »

Producteur de maïs et de betteraves à Eschau, Olivier Hiss « ne peut (se) passer » du produit de Monsanto. « Je n'ai pas le choix, il n'existe aucun produit alternatif moins toxique. » Classé « cancérigène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer, le glyphosate n'est pourtant pas la substance active suscitant le plus de craintes. « La molécule qui nous inquiète est le S-Métolachlore, reconnaît Patrick Rohrbacher. On commence à la retrouver dans les analyses de qualité d'eau. » Ce puissant dés herbant a progressivement remplacé le métolachlore, interdit en France depuis 2003.

Pour l'Eurométropole, l'utilisation de produits toxiques dans l'AAC ne

présente aucun risque. « L'eau de la nappe était de très bonne qualité sans consigne particulière adressée aux exploitants. Il n'y a donc aucune raison qu'elle se détériore », évacue Béatrice Bulou, vice-présidente.

### Deux exploitations bio sur cent

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (voir la carte ci-contre), plusieurs pratiques agricoles sont pourtant interdites : stockage d'engrais organiques et minéraux, épandage d'engrais organiques d'origine animale, stockage de produits phytosanitaires.

La chambre d'agriculture est quant à elle chargée d'établir un plan d'actions pour lutter contre les pollutions diffuses dans l'AAC. Cette zone s'étend sur près de 3530 hectares, principalement dédiés à la culture du maïs, des céréales et des betteraves. Non contraignantes durant les trois premières années, les mesures s'imposeront aux agriculteurs en cas de détérioration de la qualité de l'eau. Est notamment évoquée la création d'aires communes de remplissage et lavage des pulvérisateurs pour limiter les projections de substances toxiques. « L'interdiction complète provoquerait la grogne des exploitants », résume Patrick Rohrbacher.

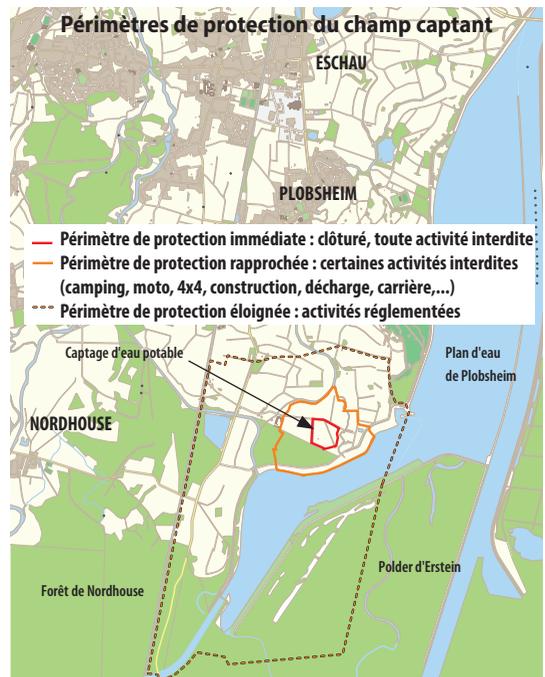
Pas question non plus d'imposer la

conversion à l'agriculture biologique des parcelles proches des puits d'eau potable. A ce jour, seuls deux cultivateurs sur une centaine ont adopté des pratiques alternatives. Et ce, bien avant les premiers plans. « On veut bien cultiver différemment, mais aujourd'hui on ne s'y retrouverait pas économiquement », résume Julien Kogler, président des Jeunes agriculteurs du Bas-Rhin.

### « Même le grand hamster est mieux considéré »

Le champ de captage n'est toutefois pas sans conséquences pour les exploitants. Ceux dont les parcelles étaient situées sur les 11 hectares du périmètre de protection immédiat (voir la carte) ont fait l'objet d'expropriations. Pour la perte de 1,8 hectare, Thierry Grinner, agriculteur à Eschau, a touché une indemnité financière qu'il juge insuffisante. « J'aurais voulu une compensation en terres mais il n'y a plus rien de disponible dans le secteur. Nous n'avons plus aucun poids. Même le grand hamster d'Alsace est plus considéré que nous. » En attendant les travaux, l'agriculteur a décidé en avril de réensemencer sa parcelle.

**Dossier réalisé par Romain Colas  
Marine Ernout  
Corentin Lesueur  
Auberie Perreaut  
Margaux Tertre**



# Le port se maintient à flot



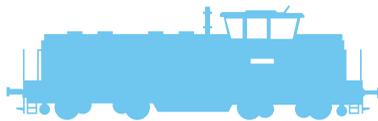
Le port autonome de Strasbourg (PAS), deuxième port fluvial français après celui de Paris, assure l'import et l'export de plus de sept millions de tonnes de marchandises chaque année. Elles transitent par les 13 zones portuaires bas-rhinoises réparties le long du Rhin, entre Marckolsheim et Lauterbourg, dont le PAS est gestionnaire. Certains de ces sites sont conçus pour prendre en charge la multimodalité entre camions, trains et bateaux. Mais le PAS ne gère pas seulement l'acheminement de marchandises : à Strasbourg, sa filiale Batorama, à vocation touristique, a transporté plus de 700 000 passagers sur l'Ill en 2016. Des 400 entreprises qu'accueillait le port en 2006, seules 320 subsistent. Aujourd'hui, 10 000 salariés y travaillent, 3000 de moins qu'il y a dix ans. La perte de ces 80 entreprises a provoqué une diminution de 10% du trafic portuaire. « Une tendance qui s'explique notamment par la crise économique », précise Christophe Hamm, membre de la direction du développement du port. Autre tendance, le développement du commerce par conteneurs au niveau mondial, mesuré en EVP (équivalent vingt pieds, conteneur moyen). Leur taille, standardisée, permet de les empiler et facilite leur transport. A Strasbourg, le trafic de conteneurs a ainsi doublé en dix ans. Il représentait plus de 400 000 EVP en 2016. Un nouveau terminal de 60 hectares est actuellement en construction à Lauterbourg, et doit être achevé mi-2018. Cet investissement de 10,5 millions d'euros permettra au site de prendre en charge 40 000 EVP d'ici 2025.

**François Camps**  
**Pablo Guimbretière**

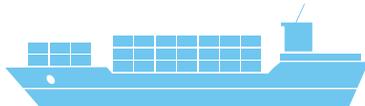
### Moyens de transport utilisés pour le transit de marchandises



2006 : environ 18 000 000 t  
2016 : environ 18 000 000 t



2006 : 1 924 979 t  
2016 : 1 256 457 t



2006 : 8 502 628 t  
2016 : 7 517 477 t

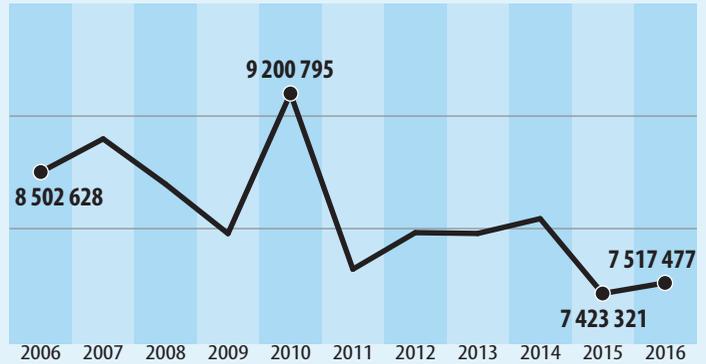
### Sites portuaires administrés par le PAS



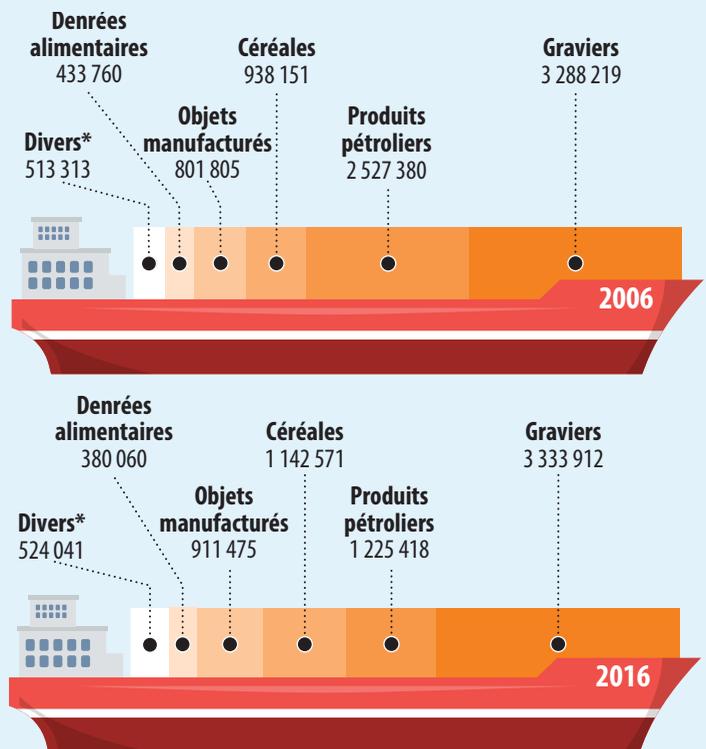
### Une activité en baisse

Le transport de produits pétroliers chute, alors que le trafic de conteneurs explose.

#### Volume annuel de marchandises transportées par voie fluviale (en tonnes)



#### Marchandises en circulation par voie fluviale dans le port (en tonnes)



\* Produits chimiques, minerais, déchets pour la métallurgie, autres matériaux de construction, produits métallurgiques, combustibles, engrais, bois

#### Total d'EVP pris en charge par le PAS par voies fluviale, routière et ferroviaire

224 946 EVP en 2006

417 048 EVP en 2016

# La tête dans le guidon

Depuis un peu plus d'un an, les coursiers à vélo ont fait leur apparition à Strasbourg. Certains livreurs comme Axel et Matthieu ont décidé d'en faire leur métier.

C'est à chaque fois la même scène : dès que le planning d'une nouvelle semaine apparaît sur leur application, les coursiers se ruent sur les « shifts » (les créneaux de travail) et se « staffent » (s'inscrivent) selon leurs disponibilités. Pendant leurs heures de travail, ils se retrouvent place Saint-Etienne ou tournent dans le centre-ville, près des restaurants qui leur fournissent les plats à livrer : le meilleur moyen d'obtenir des courses, grâce à la géolocalisation au cœur des applications. À Strasbourg, une centaine de restaurateurs travaille déjà avec les services de livraison de repas.

## Des livreurs auto-entrepreneurs

Axel, 25 ans, a fait des études d'économie qui ne lui plaisaient pas. Il a ensuite été déménageur à la journée. Matthieu, la trentaine, est un ancien militaire. À la fin de son contrat, il a quitté son poste à bord d'un sous-marin pour la vie au grand air. Il conserve un travail d'éducateur qu'il mène en parallèle de sa vie de coursier, mais qui lui rapporte moins pour davantage d'heures travaillées. Depuis un an, ils sont auto-entrepreneurs et travaillent avec Deliveroo et Foodora, les deux plateformes présentes à Strasbourg. Dans un milieu comprenant de nombreux étudiants attirés par la flexibilité et les revenus avantageux (5€ par course chez Deliveroo, 7,5€ de l'heure et 2€ par course chez Foodora), ils font partie des quelques actifs qui ont choisi d'en faire leur carrière.

Il leur faut d'ailleurs une certaine expérience pour répartir astucieusement leurs heures de travail entre chaque société. Foodora présente l'avantage d'assurer un revenu même si les commandes se font rares, mais Deliveroo est plus lucratif au-delà de trois courses par heure. Bientôt, Axel travaillera également avec UberEats, aux tarifs moins avantageux mais qui offre encore davantage de flexibilité.



Kevin Brancaloni / Cuej

■ Les coursiers les plus efficaces comme Axel peuvent atteindre une vitesse moyenne de 25 km/h.

En tant qu'auto-entrepreneurs, ils sont rattachés au régime social des indépendants (RSI). Au programme, une protection sociale largement inférieure à celle des salariés, la perte des revenus en cas d'accident et des cotisations trop lourdes à leur goût. « Sur une heure de boulot, il y a un quart d'heure qui va directement au RSI. 25%, c'est énorme », lâche Matthieu. Ailleurs en France, des mouvements comme le Collectif des livreurs autonomes parisiens se sont constitués pour défendre les coursiers : ils dénoncent la précarité qui s'installe avec ce « salaire déguisé ». Mais à Strasbourg, aucun mouvement ne s'est pour l'heure constitué.

## La « grande famille » des coursiers

Pour Axel et Matthieu, ces conditions ne gomment pas le plaisir qu'ils prennent dans leur nouveau boulot. « Tu bosses quand les autres se détendent,

mais tu te détends quand les autres bossent », s'amuse Axel. L'ambiance dans la « grande famille » des coursiers (300 travaillent pour Deliveroo, présent depuis février 2016, moins d'une centaine chez Foodora qui est arrivé en avril à Strasbourg), l'entraide et la débrouillardise leur conviennent parfaitement. Leur principal outil de travail reste leur vélo, qu'ils entretiennent eux-mêmes pour ne pas se ruiner en réparations. Et il y a la passion du cyclisme. Avec 25 km/h en moyenne, Axel affiche la cinquième meilleure vitesse de France chez Foodora, tandis que Matthieu participera bientôt avec un autre Strasbourgeois, Romain, aux championnats du monde des coursiers à vélo sous les couleurs de Deliveroo France. Aucun d'entre eux n'a envie de revenir à un travail « traditionnel » ; comme le dit Matthieu, « notre bureau, c'est Strasbourg ».

**Kévin Brancaloni**

**Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.**

11 rue du Maréchal Juin

CS 10068  
67046 Strasbourg  
Tél : 03 68 85 83 00  
<http://cuej.unistra.fr>  
<http://cuej.info>

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :**

Nicole Gauthier

**ENCADREMENT :**

Pascal Bastien,  
Catherine Daudenhan,  
Daniel Muller,  
Stéphanie Peurière

**RÉDACTEUR EN CHEF :**

Corentin Lesueur

**ICONOGRAPHIE :**

Victor Guillaud-Lucet

**RÉALISATION :**

Maxime Bazile,  
Kevin Brancaloni,  
Augustin Campos,  
François Camps,  
Pierre-Olivier Chaput,  
Johan Cherifi,  
Romain Colas,  
Robin Dusseigne,  
Marine Ernoul,  
Victor Guillaud-Lucet,  
Pablo Guimbretière,  
David Henry,  
Corentin Lesueur,  
Auberie Perreaut,  
Denis Strelkov,  
Margaux Tertre

**PHOTO DE UNE :**

Romain Colas

**MAQUETTE :**

Daniel Muller

**IMPRESSION :**

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.  
ISSN 2268-7602.